



Arrêt

n°283 577 du 19 janvier 2023
dans l'affaire X / VII

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître S. TUERLINCKX
Vlaamsekaai 54/57
2000 ANTWERPEN

contre:

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIIIE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 28 septembre 2022, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour, prise le 29 août 2022.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dites ci-après : « la Loi ».

Vu la note d'observation et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 14 novembre 2022 convoquant les parties à l'audience du 06 décembre 2022.

Entendu, en son rapport, C. DE WREEDE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me H. VAN NIJVERSEEL *loco* Me S. TUERLINCKX, avocat, qui comparait pour la partie requérante, et Me E. BROUSMICHE *loco* Mes S. MATRAY, C. PIRONT, et S. ARKOULIS, avocat, qui comparait pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le 3 juillet 2013, le requérant s'est vu accorder un visa long séjour dans le cadre d'un regroupement familial.

1.2. Le 19 janvier 2014, la partie défenderesse a pris une décision de retrait de séjour avec ordre de quitter le territoire. Le recours introduit contre cette décision a été rejeté par un arrêt du Conseil, n°250 614, du 9 mars 2021.

1.3. Il a introduit deux demandes de protection internationale dont aucune n'a eu d'issue positive.

1.4. Les 10 juillet 2017 et 11 décembre 2019, la partie défenderesse a pris à l'égard du requérant des

ordres de quitter le territoire-demandeur de protection internationale.

1.5. Par courrier daté du 22 avril 2020, le requérant et sa famille ont introduit une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9 bis de la Loi, cette demande aurait été complétée les 14 juillet 2021, 13 septembre 2021, 27 avril 2022 et 14 juin 2022.

1.6. Le 29 août 2022, la partie défenderesse a pris une décision d'irrecevabilité de la demande. Il s'agit de la décision attaquée, qui est motivée comme suit :

« Le requérant et sa famille invoquent le fait qu'ils sont arrivés en Belgique en 2004 (pour le père de l'intéressé) et en 2012 (pour l'intéressé, ses 2 frères et sa mère). Ils ajoutent qu'ils sont bien intégrés, qu'ils ont tissé un ancrage local durable en Belgique et que l'intéressé et ses frères ont un parcours d'intégration scolaire exemplaire. A l'appui de leurs dires, ils déposent 3 attestations de fréquentation scolaire, des témoignages d'amis et connaissances, des attestations scolaires ainsi qu'un rapport d'évolution de 2019 + le diplôme CESS pour [M] (frère [du requérant]) obtenu le 30/06/2021 ainsi que son inscription à l'ULB pour l'année académique 2021-2022.

Cependant, s'agissant de la longueur du séjour du requérant et sa famille en Belgique et de leur intégration dans le Royaume, il est à relever que ces éléments ne sont pas révélateurs d'une impossibilité de retourner, au moins temporairement, au pays d'origine pour introduire une nouvelle demande d'autorisation de séjour pour l'examen de laquelle ces éléments seront évoqués (C.E., 13.08.2002, n°109.765). Les éléments invoqués par l'intéressé et sa famille n'empêchent donc nullement un éloignement en vue de retourner au pays d'origine ou de résidence à l'étranger pour y solliciter l'autorisation de séjour requise.

Rappelons également que le Conseil du Contentieux des Etrangers a déjà jugé que « ni une bonne intégration en Belgique ni la longueur du séjour de l'intéressé ne constituent, à eux seuls, des circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980 précitée dans la mesure où la partie requérante reste en défaut de démontrer en quoi ces éléments empêcheraient la réalisation d'un ou plusieurs déplacements temporaires à l'étranger en vue d'y lever l'autorisation requise. Il a été jugé que « Il est de jurisprudence que le long séjour et l'intégration en Belgique sont des motifs de fond et ne sont pas en soi un empêchement à retourner dans le pays d'origine pour y introduire la demande d'autorisation; que ce sont d'autres circonstances survenues au cours de ce séjour qui, le cas échéant, peuvent constituer un tel empêchement. » (C.E, arrêt n° 177.189 du 26 novembre 2007) » (C.C.E. arrêt n° 244 977 du 26.11.2020). Compte tenu des éléments développés ci-avant, aucune circonstance exceptionnelle n'est établie, l'intéressé ne démontrant pas à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner temporairement au pays d'origine ou de résidence à l'étranger afin d'y lever l'autorisation de séjour requise.

Le père de l'intéressé invoque également, au titre de circonstance exceptionnelle, son intégration professionnelle.

Il indique que depuis leur arrivée en Belgique, la famille n'a jamais été à charge des pouvoirs publics, que son épouse a commencé à travailler en 2017 (voir contrat de travail d'ouvrier titres-services et fiches de salaire), qu'il a pu bénéficier d'un titre de séjour (permis de travail B) et qu'il a exercé une activité professionnelle. D'autre part, le père du requérant déclare aussi qu'il a été victime d'un grave accident de la circulation (joint un rapport d'expertise judiciaire) et qu'il a dû renoncer à certaines tâches indispensables de son métier d'Imam prêcheur. Il mentionne également une promesse d'embauche en tant qu'Imam prêcheur (voir contrat déposé). Cependant, force est de constater que ces éléments ne peuvent être retenus comme circonstance exceptionnelle dès lors qu'ils ne concernent pas directement le requérant.

Par ailleurs, l'intéressé et sa famille invoquent la vulnérabilité physique et mentale de [S] (frère [du requérant]). En effet, [S] souffre d'épilepsie idiopathique et a été hospitalisé à plusieurs reprises. Il a également des médicaments à prendre au quotidien et il bénéficie d'un suivi en neurologie ainsi qu'en pneumologie. Il doit aussi suivre un enseignement spécialisé dans le type I. Pour appuyer leurs dires, la famille joint un certificat médical du Docteur Aeby du 08/06/2018, un rapport de consultation rédigé par le Docteur Aeby du 27/09/2019, un bilan neuropsychologique réalisé le 06/03/2017 par le Docteur Baijot, un rapport de consultation du 22.02.2022 fait par le Docteur Aeby à la clinique de neurologie de l'hôpital universitaire des Enfants Reine Fabiola. Elle produit également des documents dénonçant l'état médiocre de la prise en charge médicale et scolaire au Maroc. Il existe dès lors selon la famille, un lien familial de dépendance entre les requérants. Cependant, force est de constater que ces éléments ne peuvent être retenus comme circonstance exceptionnelle dès lors qu'ils ne concernent pas directement Mr [le requérant]. Relevons également que [S] pourra être aidé, au jour le jour, par ses parents ou

encore par différentes associations en l'absence de l'intéressé qui ne fournit par ailleurs aucun élément concret et pertinent démontrant que sa présence soit nécessaire.

De surcroît, la famille invoque, au titre de circonstance exceptionnelle, le respect de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et le respect des droits garantis à l'article 7 de la charte des droits fondamentaux de l'UE (ce qui correspondent à ceux qui sont garantis par l'article 8 de la CEDH). Néanmoins, cet élément ne saurait être assimilé à une circonstance exceptionnelle, étant donné que l'obligation de retourner dans le pays d'où l'on vient n'est, en son principe même, pas une exigence purement formelle ni disproportionnée par rapport au droit à la vie familiale et privée. L'intéressé doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (C.E., arrêt n° 112 863 du 26.11.2002). Rappelons également que « le Conseil d'Etat et le Conseil de céans ont déjà jugé que « le droit au respect à la vie privée et familiale consacré par l'article 8, alinéa 1er, de la [CEDH] peut être expressément circonscrit par les Etats contractants dans les limites fixées par l'alinéa 2 du même article. La loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond aux prévisions de cet alinéa.

Il s'ensuit que l'application de cette loi n'emporte pas en soi une violation de l'article 8 de la [CEDH]. Cette disposition autorise donc notamment les Etats qui ont signé et approuvé la Convention à soumettre la reconnaissance du droit à la vie privée et familiale à des formalités de police. Le principe demeure en effet que les Etats conservent le droit de contrôler l'entrée, le séjour et l'éloignement des non nationaux et que les Etats sont ainsi habilités à fixer des conditions à cet effet.

L'article 8 de la [CEDH] ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée des étrangers sur leur territoire. L'exigence imposée par l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande auprès du poste diplomatique belge dans le pays d'origine, constitue une ingérence proportionnée dans la vie familiale de l'étranger puisqu'elle ne lui impose qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois. Par ailleurs, en ce qui concerne la proportionnalité, si rigoureuses que puissent paraître les conséquences d'une séparation prématurée pour celui qui aspire à un séjour, elles ne sauraient être jugées disproportionnées au but poursuivi par le législateur lorsque la personne intéressée a tissé ses relations en situation irrégulière, de telle sorte qu'elle ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait » (C.E., arrêt n° 161.567, 31 juillet 2006 ; dans le même sens : CCE, arrêt n° 12.168, 30 mai 2008)» (C.C.E. arrêt n°225 156 du 23.08.2019). Compte tenu des éléments développés ci-avant, aucune circonstance exceptionnelle n'est établie.

Enfin, les requérants déclarent qu'ils n'ont jamais rencontrés de problème d'ordre public. Quant au fait que la famille n'a jamais commis de délit ou de faute, cet élément ne constitue pas raisonnablement une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire vers le pays étant donné que ce genre de comportement est attendu de tout un chacun. Soulignons toutefois que le fait de résider illégalement en Belgique constitue une infraction à la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. De plus, selon le dossier administratif, Mr [le requérant] est actuellement écroué à la prison d'Anvers sous mandat d'arrêt pour association de malfaiteurs et infraction à la loi des stupéfiants.

Compte tenu des éléments développés ci-avant, aucune circonstance exceptionnelle n'est établie, l'intéressé ne démontrant pas à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner temporairement au pays d'origine ou de résidence à l'étranger afin d'y lever l'autorisation de séjour requise.»

2. Exposé du moyen d'annulation.

La partie requérante prend un moyen unique : « *Eerste en enige middel inzake het annulatieberoep: de bestreden beslissing maakt een schending uit van artikel 8 EVRM en de zorgvuldigheids- en motiveringsplicht*

7. Het zorgvuldigheidsbeginsel legt de overheid de verplichting op haar beslissingen op een zorgvuldige wijze voor te bereiden en te steunen op een correcte feitenvinding (RvS 2 februari 2007, nr. 167.411; RvS 14 februari 2006, nr. 154.954). Het respect voor het zorgvuldigheidsbeginsel houdt in dat de administratie bij het nemen van een beslissing moet steunen op alle gegevens van het dossier en op alle daarin vervatte dienstige stukken.

De aangevoerde schending van het zorgvuldigheidsbeginsel dient te worden beoordeeld in het licht van de bepaling waarop de bestreden beslissing steunt, met name artikel 9bis van de Vreemdelingenwet, waarvan eveneens de schending wordt aangevoerd. Bovendien dient elke beslissing behoorlijk te

worden gemotiveerd overeenkomstig de toepasselijke bepalingen, zoals de wet van 29 juli 1991 en de beginselen van behoorlijk bestuur.

8. In casu diende verzoeker samen met zijn gezinsleden, allen van Marokkaanse nationaliteit, een verzoek tot regularisatie overeenkomstig artikel 9bis Vreemdelingenwet in op 12 mei 2020. Artikel 9bis, §1 Vreemdelingenwet luidt als volgt: "In buitengewone omstandigheden en op voorwaarde dat de vreemdeling over een identiteitsdocument beschikt, kan de machtiging tot verblijf worden aangevraagd bij de burgemeester van de plaats waar hij verblijft. Deze maakt ze over aan de minister of aan diens gemachtigde. Indien de minister of diens gemachtigde de machtiging tot verblijf toekent, zal de machtiging tot verblijf in België worden afgegeven." Het bestaan van "buitengewone omstandigheden" houdt voor de aanvragers de verplichting in om aan te tonen dat het voor hen onmogelijk of bijzonder moeilijk is om naar hun land van herkomst terug te keren om de vereiste verblijfsvergunning aan te vragen (In deze zin: Rvv 9.628, 9 april 2008, niet gepubliceerd; Rvv nr. 5.616, 10 januari 2008, niet gepubliceerd; Rvv nr. 7.722, 22 februari 2008, niet gepubliceerd). 9. De Raad van State en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen bepaalden verder de volgende krachtlijnen bij het beoordelen van situaties zoals in casu. "Buitengewone" omstandigheden zijn geen omstandigheden van overmacht; het volstaat dat de betrokkene op zijn minst aantoonde dat het voor hem bijzonder moeilijk is naar zijn land van herkomst terug te keren om de beoogde vergunning aan te vragen (arrest RvS nr. 93760 van 6 maart 2001, R.D.E. januari/februari/maart, nr. 113, blz. 217). Elke omstandigheid die een vreemdeling die zich in België bevindt, belet om tijdelijk naar zijn land van herkomst te gaan om de formaliteiten te vervullen die nodig zijn om een verblijfsvergunning aan te vragen, is een buitengewone omstandigheid (RvS, arrest nr. 74880 van 30/06/1998, RDE, april/mei/juni 1998, blz. 229). Hoewel de minister of zijn afgevaardigde bij het onderzoek van uitzonderlijke omstandigheden over een zeer ruime discretionaire bevoegdheid beschikt die de Raad van State niet kan vervangen, is hij niettemin verplicht zijn beslissing te motiveren en te rechtvaardigen, rekening houdend met alle specifieke elementen van het hem voorgelegde geval (Rvv nr. 7.839 van 26 februari 2008, niet gepubliceerd - In die zin ook: Rvv nr. 11.640 van 23 mei 2008, niet gepubliceerd; 12.935 van 20 juni 2008, niet gepubliceerd).

10. De aanvraag van verzoeker werd door verwerende partij afgewezen als onontvankelijk wegens het ontbreken van aangevoerde elementen die een "buitengewone omstandigheid" in de zin van artikel 9bis Vreemdelingenwet uitmaken. Samengevat luiden de belangrijkste overwegingen van de beslissing als volgt:

Een langdurig verblijf in België en goede integratie in de Belgische samenleving zijn op zich niet genoeg om te spreken van "buitengewone omstandigheden" in de zin van artikel 9bis Vreemdelingenwet;

De situatie van de vader van verzoeker, meer bepaald de elementen in diens dossier zoals diens tewerkstelling in België en zwaar verkeersongeval, hebben geen betrekking op het dossier van verzoeker en kunnen voor hem geen "buitengewone omstandigheden" uitmaken;

De gezondheidssituatie van de broer van verzoeker maakt geen "buitengewone omstandigheid" uit voor verzoeker nu diens aanwezigheid niet vereist is en zijn broer even goed kan worden verzorgd door zijn ouders;

Er kan geen schending van art. 8 EVRM worden weerhouden, nu de vereiste van artikel 9, lid 3 Vreemdelingenwet om de aanvraag in beginsel bij de diplomatieke post van het land van herkomst in te dienen, over het algemeen bekeken een evenredige inmenging vormt in het gezinsleven van de vreemdeling.

Deze motivatie is ontoereikend en in strijd met de correcte toepassing van artikel 9bis Vreemdelingenwet. Bovendien maakt de beslissing een schending uit van artikel 8 EVRM.

11. Vooreerst merkt verzoeker op dat de in de beslissing aangehaalde rechtspraak louter vermeldt dat enkel de goede integratie en het langdurig verblijf in België niet voldoende is om te kunnen spreken van buitengewone omstandigheden in de zin van artikel 9bis Vreemdelingenwet. Deze elementen kunnen, en moeten, echter wel een rol spelen in zowel de beoordeling ten gronde als de beoordeling van de buitengewone omstandigheden. Wat dit laatste betreft is dit minstens relevant voor de toetsing van een mogelijke schending van artikel 8 EVRM.

Bovendien haalde verzoeker in zijn aanvraag nog andere elementen aan dan louter het feit dat zijn volledige privéleven zich afspeelt in België en zijn langdurig verblijf. Zo moet ook het gebrek aan banden met zijn land van oorsprong, zijnde Marokko, in acht worden genomen. Indien verzoeker moet terugkeren naar Marokko, zelfs tijdelijk, zal het voor verzoeker uiterst moeilijk worden daar onderdak te vinden, nu al zijn sociale contacten en dichte familieleden zich in België bevinden.

Ook moet de lange asielpprocedure in acht worden genomen in geval van een aanvraag in Marokko. Deze procedure kan maanden, soms jaren in beslag nemen. De terugkeer naar Marokko zal derhalve onvermijdelijk van substantiële duur blijken, met immense impact op het opgebouwde privéleven van verzoeker in België.

12. , Verder wordt in de bestreden beslissing gesteld dat de situatie van de familieleden van verzoeker geen relevante impact kunnen hebben op zijn dossier aangezien deze niet kunnen worden beschouwd

als buitengewone omstandigheden. Ook dit is echter te kort door de bocht. Minstens dienen deze elementen mee te spelen bij het doorvoeren van de evenredigheidstoets van artikel 8 EVRM.

13. Tot slot bevat de bestreden beslissing nog een passage omtrent artikel 8 EVRM. Het weigeren van het verblijfsrecht van verzoeker en de daaraan gekoppelde terugkeer naar Marokko, een land waarmee verzoeker geen enkele band meer heeft, zal immers een aanzienlijke impact hebben op het privéleven van verzoeker.

Artikel 8 EVRM, samen met artikel 7 Handvest grondrechten EU, voorziet in de bescherming van de eenheid van het gezin en de eerbiediging van het recht op eerbiediging van het privéleven. Het weigeren van verblijfsrecht aan verzoeker maakt een beperking van dit recht uit, die al dan niet kan worden gerechtvaardigd na het doorstaan van de legitimiteit- en proportionaliteitstoets.

Bijgevolg moet de motivering specifiek betrekking hebben op de schending en de evenredigheid van de inbreuk op dit grondrecht. Zeker aangezien in het gemotiveerd verzoek van 12 mei 2020 expliciet argumentatie werd opgenomen inzake een schending van artikel 8 EVRM in geval van weigering (stuk 4). Verzoeker merkt op dat verwerende partij in de bestreden beslissing geen evenredigheidstoets doorvoert waarbij de concrete persoonlijke situatie van verzoeker in acht werd genomen. Verwerende partij neemt weliswaar een redevoering op omtrent artikel 8 EVRM, maar beperkt zich louter tot een abstracte en algemene toets, waarbij hooguit wordt gesteld dat de toepassing van de Vreemdelingenwet geen inbreuk uitmaakt op artikel 8 EVRM en dat in voorgaande rechtspraak van de Raad van State zou zijn gesteld dat het weigeren van verblijfsrecht aan een vreemdeling niet disproportioneel kon worden geacht indien deze persoon zelf de onregelmatige situatie tot stand heeft gebracht.

Een concrete toets van het weigeren van de aanvraag van verzoeker aan diens persoonlijk recht op privéleven en gezinsbelevenis, ontbreekt echter. Dit is in strijd met de algemene principes uiteengezet door het EHRM en uw raad. Het volstaat niet louter te verwijzen naar voorgaande rechtspraak om op algemene wijze te zeggen dat de toepassing van de Vreemdelingenwet geen schending van art. 8 EVRM uitmaakt: de concrete situatie van de aanvrager moet worden beoordeeld, waarbij alle elementen van diens privéleven moeten worden onderzocht alsook de precieze impact van de weigeringsbeslissing op zijn privéleven. Vervolgens dient dan o.m. nagegaan te worden of de weigeringsbeslissing proportioneel is aan de impact op het privéleven van verzoeker.

Dit gebeurde hier niet. De weigeringsbeslissing van 29 augustus 2022 omvat geen specifieke proportionaliteitstoets toegespitst op de situatie van verzoeker. De beslissing werd aldus op ontoereikende wijze gemotiveerd waardoor deze de motiveringsplicht van verwerende partij schendt. Bovendien schendt de motivering artikel 8 EVRM.

14. Er zij immers aan herinnerd dat de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen in arrest nr. 137.653 van 30.01.2015 terecht heeft gesteld dat: "rekening houdend met het feit dat de vereisten van artikel 8 van het EVRM, net als die van de andere bepalingen van het Verdrag, een waarborg zijn en niet louter goodwill of praktische regeling (EHRM 05 februari 2002, Conka / België, §83), enerzijds, en met het feit dat dit artikel voorrang heeft op de bepalingen van de wet van 15 december 1980 (RvS 22 december 2010, nr. 210.029) anderzijds, staat het daarentegen aan het bestuursorgaan om, alvorens zijn beslissing te nemen, de zaak zo grondig mogelijk te onderzoeken op basis van de omstandigheden waarvan het kennis heeft of zou moeten hebben. 15. Het EHRM stelt verder in een arrest HAMIDOVIC C/ Italy et dd. 04 december 2012 rechtens het volgende: "Het Hof merkt nogmaals op dat verzoekster, die sinds haar tiende in Italië woont, in dat land is gehuwd (...). Het Hof merkt op dat het hele gezin tot op heden onafgebroken in Italië heeft gewoond. Het Gerecht verliest niet uit het oog dat verzoekster illegaal in Italië verbleef op het tijdstip waarop zij door het besluit tot uitzetting werd getroffen en dat zij zich niet onbewust kon zijn van de precarie situatie waarin zij zich bevond. Feit blijft dat verzoeker in 1996-1997 voor een korte periode een verblijfsvergunning heeft gekregen. (...) In het licht van al deze factoren is het Hof van oordeel dat de betrokken maatregel niet evenredig is aan het nagestreefde doel. Derhalve is artikel 8 van het Verdrag geschonden. (EHRM, HAMIDOVIC/Italië, 04 december 2012, punten 44, 45 en 47) " 16. Evenzo heeft de Franse Raad van State, met een beroep op o.m. voornoemde artikelen van het EVRM, in de zaak van de heer Ghevondyan op 04.06.2012 geoordeeld dat (vrije vertaling): "Constaterend dat artikel 6, lid 4, voorziet in verschillende uitzonderingen op en afwijkingen van artikel 6, lid 1, oordeelde het dat de afgifte van terugkeerbesluiten niet automatisch kan geschieden, terwijl het aan de administratieve autoriteit is om de persoonlijke en gezinssituatie van de vreemdeling te onderzoeken en rekening te houden met eventuele omstandigheden die de vaststelling van een verwijderingsbevel tegen hem in de weg staan. Hij preciseerde dat deze omstandigheden de in artikel 5 van de richtlijn genoemde omstandigheden omvatten, namelijk het belang van het kind, het gezinsleven en de gezondheidstoestand van de betrokken onderdaan. " 17. Het is derhalve noodzakelijk een specifieke beoordeling te maken zoals het EHRM in bovengenoemd arrest heeft gedaan, en het recht van verzoekers om hun privé- en gezinsleven op Belgisch grondgebied te leiden, te beschermen. Door dit niet te doen, heeft verwerende partij bij het nemen van de bestreden beslissing artikel 8 EVRM, alsook haar motiverings- en zorgvuldigheidsplicht, geschonden. De beslissing dient

aldus nietig te worden verklaard. 18. Voor de volledigheid geeft verzoeker nog mee dat alle elementen in zijn dossier wijzen op een zeer nauwe band met België. Zijn privéleven is volledig vervlochten met het Belgisch grondgebied. Zo bevinden alle dichte familieleden van verzoeker zich in België, genoot verzoeker van onderwijs aan Belgische onderwijsinstellingen (opleidingen die door hem met glans werden doorlopen - stuk 5), heeft verzoeker o.m. tijdens zijn opleiding hechte vriendschapsbanden gesmeed, zoekt verzoeker actief naar werk, heeft hij zich één van de landstalen, zijnde het Frans, machtig gemaakt, etc. Als keerzijde zijn zo goed als alle banden van verzoeker met zijn land van oorsprong Marokko inmiddels weggevaagd. Enkel verre en aangetrouwde familie van verzoeker bevindt zich nog in Marokko: enige vriendschappen of andere persoonlijke relaties die verzoeker had opgebouwd voorafgaand aan zijn vertrek naar België, zijn inmiddels vervaagd. Logisch, aangezien verzoeker nog minderjarig was toen hij naar België kwam en dit inmiddels ongeveer 10 jaar geleden plaatsvond. Gelet op de geboortedatum van verzoeker op 1 september 1995, is een periode van 10 jaar integratie in de Belgische samenleving werkelijk tekenend. Al deze elementen bewijzen het bestaan van nauwe banden met het Belgische grondgebied die niet kunnen worden verbroken zonder inbreuk te maken op verzoekers' recht om een privé- en gezinsleven te leiden, dat wordt beschermd door artikel 7 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens. In dit geval zou het dwingen van verzoeker om naar zijn land van herkomst terug te keren neerkomen op het verbreken van de vriendschaps- en familiebanden die hij heeft opgebouwd en waarmee een ernstige afhankelijkheidsband bestaat. Dit niet op zijn minst gelet op de ellenlange wachttijd die verzoeker in Marokko zal moeten doorstaan alvorens de procedure zal zijn doorlopen, hetgeen maanden, soms jaren, in beslag kan nemen. 19. Indien een toereikende proportionaliteitstoets zou wijzen op een schending van artikel 8 EVRM, dan kan dit als "buitengewone omstandigheid" in de zin van artikel 9bis Vreemdelingenwet worden beschouwd. Verzoeker heeft dus alle belang bij het instellen van huidig annulatieberoep voor uw Raad. "

3. Discussion.

3.1. Sur le moyen unique pris, le Conseil rappelle que dans le cadre d'une demande d'autorisation de séjour introduite sur la base de l'article 9 bis de la Loi, l'appréciation des « circonstances exceptionnelles » auxquelles se réfère cette disposition constitue une étape déterminante de l'examen de la demande, dès lors qu'elle en conditionne directement la recevabilité en Belgique, en dérogation à la règle générale d'introduction dans le pays d'origine ou de résidence de l'étranger, et ce quels que puissent être par ailleurs les motifs mêmes pour lesquels le séjour est demandé. Le Conseil souligne ensuite que les « circonstances exceptionnelles » précitées sont des circonstances qui rendent impossible ou particulièrement difficile le retour temporaire de l'étranger dans son pays d'origine pour y accomplir les formalités nécessaires à l'introduction d'une demande de séjour, que le caractère exceptionnel des circonstances alléguées doit être examiné par l'autorité administrative dans chaque cas d'espèce, et que si celle-ci dispose en la matière d'un large pouvoir d'appréciation, elle n'en est pas moins tenue de motiver sa décision et de la justifier adéquatement (en ce sens, notamment : C.E., n° 107.621, 31 mars 2002 ; CE, n° 120.101, 2 juin 2003).

Le Conseil rappelle ensuite que l'obligation de motivation à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Quant à ce contrôle, le Conseil rappelle en outre que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation (cf. dans le même sens: C.E., 6 juil. 2005, n°147.344; C.E., 7 déc. 2001, n°101.624).

3.2. Le Conseil relève que ni la demande d'autorisation de séjour ni les compléments ne figurent au dossier administratif transmis. Or selon l'article 39/59, § 1er , alinéa 1er, de la Loi, « *Lorsque la partie défenderesse ne transmet pas le dossier administratif dans le délai fixé, les faits cités par la partie requérante sont réputés prouvés, à moins que ces faits soient manifestement inexacts* ». Cette disposition est également applicable lorsque le dossier déposé est incomplet (dans le même sens : C.E., arrêt n° 181.149 du 17 mars 2008).

3.3. Toutefois, la partie requérante annexe en pièce 4 de son recours, un courrier daté du 22 avril 2020, concernant une demande d'autorisation pour le requérant et sa famille, il ressort de cette demande que le requérant a fait valoir entre autre, l'absence d'attache au Maroc, les [difficultés] de logement et les [difficultés] financières pour assurer la vie quotidienne.

3.4. En termes de recours, la partie requérante soutient qu'outre la longueur du séjour et l'intégration, elle a invoqué d'autres éléments comme l'absence d'attache au pays d'origine, à savoir le Maroc, le risque de se trouver sans toit.

3.5. Le Conseil constate qu'il n'apparaît pas de la décision attaquée que la partie défenderesse ait pris en considération ces éléments qui semblent pourtant avoir été invoqués en termes de demande.

3.6. Force est de constater que la partie défenderesse n'a pas respecté son obligation de motivation quant à ce.

3.7. La note d'observations ne contient aucun argument quant à ce.

4. Débats succincts

4.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

La décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour du 29 août 2022 est annulée.

Article 2

La demande de suspension est devenue sans objet.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-neuf janvier deux mille vingt-trois par :

Mme C. DE WREEDE, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme S. DANDROY, greffier assumé,

Le greffier,

Le président,

S. DANDROY

C. DE WREEDE